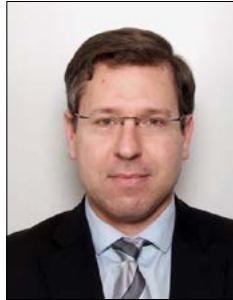


L'IMPORTANCE STRATÉGIQUE DU FRANÇAIS POUR LA TUNISIE



Secrétaire général adjoint
de la revue
Population & Avenir
www.population-demographie.org

Faire de l'anglais la deuxième langue du pays à la place du français. La proposition du ministre de l'Éducation tunisien, Néji Jalloul, en fin d'année dernière, a déclenché une polémique, à laquelle a mis fin le gouvernement en réaffirmant son attachement au statut privilégié de la langue de Molière. Cette décision répond aux intérêts supérieurs de la Tunisie, pour laquelle un passage à l'anglais pourrait avoir, à terme, de fâcheuses conséquences économiques et géopolitiques.

Tout d'abord, une telle évolution éloignerait le pays, lentement mais sûrement, du reste du Maghreb, dont le français est un des piliers de l'identité linguistique, avec l'arabe et le berbère. *In fine*, elle aurait donc pour conséquence de rapprocher la Tunisie des pays « anglophones » du Moyen-Orient, et de leurs codes culturels. Or, toute langue véhicule un système de valeurs : ce n'est pas un hasard si les cinq seuls pays africains à avoir interdit le niqab (voile masquant le visage à l'exception des yeux) sur tout ou partie de leur territoire sont francophones – Tchad, République du Congo, Sénégal, Cameroun et Niger. Ensuite, cela rendrait plus difficile le maintien de liens étroits avec une diaspora de près d'un million de personnes vivant dans des pays de langue française, essentiellement au Nord. Enfin, cela conduirait à une érosion très progressive des relations diplomatiques et économiques avec les autres membres du monde francophone, vaste espace de 470 millions de personnes, s'étendant sur quatre continents et grand comme

quatre fois l'Union européenne.

Parmi ces pays, la France est le premier partenaire économique de Tunis (21,2 % de son commerce extérieur de biens en 2014), devant l'Italie (16,5 %) et l'Allemagne (8,3 %). Cette forte présence s'explique par ce lien linguistique, sans lequel les entreprises hexagonales s'orienteraient plutôt vers l'Europe de l'Est, plus proche et parfois moins chère. De plus, et en s'inspirant du Maroc, la Tunisie doit prendre conscience de l'émergence de l'Afrique subsaharienne (ASS) francophone. Cet ensemble rassemble aujourd'hui 290 millions d'habitants et constitue la partie la plus dynamique du continent avec une croissance de 5,1 % sur la période 2012-2015. Cette dynamique s'est maintenue en 2016 grâce aux bonnes performances de pays comme la Côte d'Ivoire (8 %, meilleur taux du continent) et le Sénégal (6,9 %, 3^e place), et grâce à la meilleure résistance des pays pétroliers et miniers à la chute des cours.

En 2016, la croissance s'est établie à 4,8 % au Cameroun, 3,2 % au Gabon, 1,7 % au Congo ou encore à 3,6 % en Algérie, plus au nord, tandis qu'elle a été quasi nulle en Afrique du Sud et en Angola, et même négative au Nigeria (-1,7 %), selon les données du Fonds monétaire international. Cette résistance est due aux avancées en matière de diversification et de bonne gouvernance. En témoigne le succès de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), déjà adoptée par 68 % des pays subsahariens francophones, hors petits États insulaires (contre 38 % des autres pays subsahariens).

La baisse des échanges de toutes sortes (entreprises, société civile...) avec l'espace francophone, résultant d'une rétrogradation du français, ne serait pas compensée par la hausse des échanges avec les pays anglophones, bien plus éloignés géographiquement.

Toutefois, souhaiter améliorer le niveau global des Tunisiens en anglais demeure justifié. Mais il convient là de souligner que le dernier classement sur la maîtrise de cette langue (EF English Proficiency Index) plaçait la Tunisie à la 52^e place, mieux que sept anciennes colonies britanniques comme

l'Égypte, la Jordanie ou le Qatar. Demeurer un pays francophone n'est donc pas incompatible avec l'acquisition d'un bon niveau d'anglais. À l'inverse, l'expérience montre que devenir un pays anglophone tout en conservant sur le long terme un bon niveau de français est chimérique. □

21,2%
La part de la France dans le commerce extérieur de biens de la Tunisie en 2014.